

Foire Aux Questions sur Catalogne



WithCatalonia.org

Voici des réponses à quelques questions typiques (“Frequently Asked Questions”, FAQ) sur le mouvement de souveraineté catalan. En fait, plutôt que des questions, beaucoup sont des malentendus. Certains sont même délibérément promus mensonges visant à saper le soutien au mouvement catalan..

Table des matières

1	« Le mouvement pour l'indépendance est affaire de la bourgeoisie ».....	3
2	« La lutte pour l'indépendance est une manœuvre des élites catalanes pour occulter la corruption ».....	3
3	« Si la lutte pour l'indépendance était progressiste, la gauche espagnole la soutiendrait ».....	3
4	« Tout mouvement nationaliste est de droite et raciste par nature ».....	4
5	« Il n'est pas juste d'imposer l'école en catalan aux familles hispanophones »	4
6	« Le référendum aurait dû être négocié avec le gouvernement espagnol »	4
7	« Le référendum n'est pas constitutionnel »	5
8	« Les Balkans nous ont montré comment finissent ces histoires : nous ne voulons pas que cela se répète »	5
9	« Nous avons besoin de moins de frontières, pas de frontières en plus »	6
10	« Tout est question d'argent : les Catalans sont plus riches que le reste de l'Espagne ».....	6
11	« La Catalogne ne veut pas être solidaire avec les communautés moins développées économiquement »	6
12	« Pourquoi vouloir l'indépendance ? Cela n'a pas grand sens dans un monde globalisé »	7
13	« La lutte pour l'indépendance accroît le fascisme »	7
14	« Les prisonniers politiques sont des criminels ».....	7
15	« Si vous êtes indépendants vous sortirez de l'Union européenne »	8
16	« La Catalogne est déjà une région autonome, n'est-ce pas suffisant ? »	8

1 « Le mouvement pour l'indépendance est affaire de la bourgeoisie »

Faux.

80% de la population de la Catalogne -et donc, une grande partie des travailleurs et de la classe populaire- défend le droit à décider par le biais d'un référendum.

Ces 80% incluent des personnes qui défendent le statu quo et d'autres qui veulent une relation fédérale avec l'État espagnol, mais la majorité est pour l'indépendance.

Les individus et groupes en faveur de l'indépendance sont socialement très divers. Ils regroupent des agriculteurs, pompiers, dockers, éducateurs, enseignants et beaucoup d'autres collectifs se sont manifestés pour l'indépendance. Ces personnes ont montré leur appui à l'indépendance lors des grandes manifestations et, surtout, dans les urnes.

En revanche, la bourgeoisie catalane se sent à l'aise au sein de l'État espagnol. Les grandes organisations d'entrepreneurs catalanes -telles que *Fomento del Trabajo* ou le *Círculo de Economía* - rejettent l'indépendance et se sont même opposées au référendum. L'organisation *Fomento del Trabajo* a même taxé la loi sur le référendum de « coup d'état juridique ».

Cette attitude a mené deux mille entreprises à profiter des mesures spéciales introduites par le Parti Populaire de droite (PP) pour les encourager à transférer leur siège social hors de la Catalogne face à la « menace » indépendantiste. (Inutile de préciser que le PP, avec sa défense d'une « Espagne une et indivisible », représente bien quant à lui la bourgeoisie espagnole.)

2 « La lutte pour l'indépendance est une manœuvre des élites catalanes pour occulter la corruption »

Faux.

La lutte pour l'indépendance s'est forgée dans la rue et dans les institutions civiques de la Catalogne.

Elle s'est transformée en mouvement massif à partir de 2010, en résistance au blocage de Madrid contre le Statut d'Autonomie de 2006, à l'initiative du président de l'époque, M. Pasqual Maragall, socialiste, et de la coalition ERC et Iniciativa-EUiA qui gouvernait alors la Catalogne. Pendant l'été 2010, le Tribunal constitutionnel, en réponse au recours d'inconstitutionnalité présenté par des députés du Parti Populaire, avait annulé une part importante du Statut qui était pourtant passé par le Parlement espagnol (y subissant de sérieuses amputations) et avait été approuvé en Catalogne par référendum.

En réponse à l'annulation partielle du Statut, *Òmnium Cultural* convoqua une manifestation avec le slogan : « Nous sommes une nation. C'est nous qui décidons ». Plus d'un million de personnes y participèrent. Ce fut la première d'une série de manifestations massives qui réunirent jusqu'à deux millions de participants.

Ce mouvement entraîna *Convergència* (avec force doutes et réticences) vers l'indépendantisme, brisant ainsi sa coalition avec *Unió*.

Jordi Pujol et la coalition de *Convergència Democràtica de Catalunya* et *Unió Democràtica de Catalunya* (CiU) avaient gouverné la Catalogne pendant plus de deux décennies dans le strict cadre autonome. Les diverses accusations de corruption à l'encontre de la famille Pujol ne provoquèrent aucun geste en faveur de l'indépendance. Ce n'est qu'à partir de 2010, sous le mandat du président Artur Mas, que *Convergència* s'engagea dans le processus souverainiste.

Si l'objectif de l'implication de CiU dans ce processus était de se protéger face aux accusations de corruption, on peut dire que cela n'a pas donné les résultats escomptés ; actuellement, une grande partie de la famille Pujol a des affaires judiciaires en cours. Le même Parlement catalan qui fut à l'origine de la consultation populaire du 9 novembre 2014 enquêta à fond sur les cas de corruption.

3 « Si la lutte pour l'indépendance était progressiste, la gauche espagnole la soutiendrait »

La gauche espagnole a derrière elle une histoire éminemment digne sur le terrain de la solidarité internationale et la défense des droits des peuples : le soutien aux mouvements populaires en Amérique

latine et la mobilisation contre les guerres au Moyen-Orient en sont de bons exemples. Mais malheureusement, à quelques exceptions près, elle n'applique pas les mêmes critères au cas catalan.

Ce n'est pas un problème nouveau ni unique ; une grande partie de la gauche française tourna le dos au mouvement indépendantiste algérien, et la majorité de la gauche britannique jamais ne fut solidaire du mouvement républicain irlandais.

Il apparaît évident que les partis de la gauche espagnole ont plus de mal à soutenir une lutte proche, qui touche directement l'état dans lequel ils vivent et où ils veulent gagner des votes, qu'un peuple lointain. De la même manière, ils ont du mal à remettre en cause le concept même de pays – « qu'est-ce que l'Espagne ? » - que la revendication de la république catalane met en doute.

Tôt ou tard ils devront reconnaître que les assauts du gouvernement espagnol contre les droits démocratiques d'autodétermination du peuple catalan finiront par mettre à mal toutes les forces progressistes en Espagne.

4 « Tout mouvement nationaliste est de droite et raciste par nature »

Le mouvement pour les droits nationaux de la Catalogne s'est clairement associé à la défense de la justice sociale et environnementale. Le *Parlament* catalan, à majorité indépendantiste, a adopté une série de lois progressistes... qui ont été annulées par l'État espagnol. Une grande partie du souverainisme catalan s'est également positionné très fermement contre le racisme et pour l'accueil des réfugiés. A titre d'exemple, citons sa contribution à la manifestation massive en faveur des migrants du 18 février 2017.

Il est trop simpliste de traiter le mouvement catalan de « nationaliste » : ce serait plus correct de parler de mouvement indépendantiste, ou mieux encore, de mouvement pour le droit démocratique à décider.

Il est également important de signaler que tous les « nationalismes » ne sont pas identiques. Certains nationalismes veulent imposer un état oppresseur et/ou impérialiste ; d'autres combattent ces états et se montrent solidaires d'autres mouvements souverainistes dans le monde. Le nationalisme d'état, celui que met en œuvre le gouvernement espagnol, n'est pas comparable au sentiment de

pays, celui-ci représentant un facteur important pour de nombreuses personnes du mouvement catalan pour l'autodétermination.

En aucun cas l'aspiration à l'autodétermination de la Catalogne ne peut être définie comme de droite ou raciste.

5 « Il n'est pas juste d'imposer l'école en catalan aux familles hispanophones »

L'école en catalan fut une revendication portée par les familles hispanophones, de la classe travailleuse, dans les années 80. Ces familles voyaient qu'avec seules quelques heures de cours par semaine leurs enfants n'apprenaient pas le catalan à l'école. Il existait des écoles privées en catalan mais ce fut précisément la communauté hispanophone qui exigea l'école publique en catalan.

Ces luttes permirent la mise en place du système d'immersion linguistique à l'École Rosselló-Pòrcel de Santa Coloma, située dans la banlieue de Barcelone, pendant l'année scolaire 1983-84. Au vu de son succès, tout au long de la décennie suivante, le modèle s'étendit aux écoles de toute la Catalogne.

La scolarisation en catalan ne lèse aucun type d'élève, plutôt tout le contraire ; l'immersion linguistique permet d'atteindre un bilinguisme réel, ce qui améliore les capacités linguistiques en général. Selon les rapports du Conseil Supérieur d'Évaluation du Système Éducatif « les élèves de l'enseignement primaire catalan entrent au collège avec une maîtrise effective et identique dans les deux langues officielles ». De plus, « les élèves qui ont un bon rendement dans une langue montrent généralement de bons résultats également dans l'autre ».

En somme, l'école en catalan n'est pas une imposition sur les familles ouvrières hispanophones ; il s'agit plutôt d'un modèle à succès obtenu en grande partie grâce à leurs luttes.

6 « Le référendum aurait dû être négocié avec le gouvernement espagnol »

La liste des tentatives de négociation du référendum avec le gouvernement espagnol est longue. On calcule que le gouvernement espagnol a rejeté 18 propositions de négociation du référendum depuis

2012. Ces tentatives de négociation ont été engagées non seulement par la majorité des partis catalans mais aussi par des partis basques et galiciens.

Le 8 avril 2014, trois élus catalans —Jordi Turull de Convergencia, Marta Rovira d' ERC et Joan Herrera d'ICV—demandèrent ensemble, lors d'une séance plénière monothématique au Parlement espagnol, la possibilité de convoquer des référendums, en s'appuyant sur l'article 150.2 de la Constitution. Le gouvernement de Rajoy refusa, comme toujours.

Les partis qui refusent d'emblée le droit à décider ont plus de deux tiers des sièges au Parlement espagnol. Partant, les secteurs qui disent qu'ils seraient d'accord pour un référendum négocié avec Madrid font preuve d'un certain cynisme. Plus qu'une vraie tentative de rendre effectif le droit à décider, ce positionnement semble un alibi pour ne pas faire face à la situation réelle de blocage de la part du gouvernement espagnol et des partis qui le soutiennent.

7 « Le référendum n'est pas constitutionnel »

Les partis unionistes insistent : « cela ne dépend pas de nous, le droit à décider n'a pas sa place dans la Constitution espagnole ». Mais eux-mêmes démontèrent définitivement cet argument en 2011. L'été 2011, le gouvernement socialiste, sous la présidence de José Luis Rodríguez Zapatero, accorda d'amender la Constitution espagnole en un temps record et sans référendum.

L'amendement se fit pour répondre à l'exigence de l'Union européenne -représentée alors par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy- d'introduire la stabilité budgétaire dans la Constitution espagnole. Ils gravèrent dans le marbre l'austérité pour toutes les institutions de l'État espagnol, du gouvernement central aux municipalités en passant par les gouvernements autonomes.

En laissant de côté le fait que le « déficit zéro » est un élément de foi néolibéral et très douteux en tant que stratégie de gouvernement, cela confirma ce qu'on savait déjà ; que lorsque la volonté d'amender la Constitution existe, on peut le faire. L'argument constitutionnaliste est une excuse, non un motif réel.

Par ailleurs, 600 juristes de Catalogne -dont Mercè Barceló, professeure de droit constitutionnel à l'Université Autonome de Barcelone et Enoch Albertí Rovira professeur de droit constitutionnel à

l'Université de Barcelone- ont signé un manifeste dans lequel ils affirment que le référendum a toute sa place dans la Constitution espagnole en vigueur. A nouveau, il ne s'agit pas d'un problème légal ou constitutionnel mais bien politique.

8 « Les Balkans nous ont montré comment finissent ces histoires : nous ne voulons pas que cela se répète »

Cet argument part de l'idée que tout conflit qui ait à voir avec la question nationale débouchera sur une guerre civile et ultérieur nettoyage ethnique, mais les points de comparaison entre le conflit des Balkans et celui entre la Catalogne et l'Espagne sont minimes.

Historiquement, les Balkans sont une croisée des chemins entre les empires ottoman, russe et austro-hongrois. Y cohabitent plusieurs religions -le catholicisme, le christianisme orthodoxe, l'Islam, ...- et d'autres minorités nombreuses telles que le peuple rom (gitan). Et alors qu'il y a des zones avec plus de présence d'une nationalité, culture ou religion que d'autres, toutes se mélangent ; il y a des villages et des villes avec des majorités et des minorités différentes très près les unes des autres. Pour cela, les tentatives de créer dans les Balkans des états-nation plus ou moins homogènes ont toutes mené à la guerre et au nettoyage ethnique.

Le cas catalan est différent. Il n'y a pas longtemps, *El País* – loin d'être pour l'indépendance de la Catalogne – rendit compte d'un sondage qui montrait que 3% seulement de la population catalane se sentait uniquement espagnole ; 5% se sentait « plus espagnole que catalane » ; 90% se sentait autant ou plus catalane qu'espagnole. Bref, ces chiffres montrent qu'en Catalogne il existe un sentiment fort d'appartenance au pays catalan et qui n'entre pas en contradiction avec le sentiment assez étendu de l'identité espagnole.

Ces dernières années, la Catalogne est devenue un pays beaucoup plus diversifié, avec beaucoup de personnes venant de pays différents, de l'UE ou d'autres continents. Cela a accru la richesse culturelle du pays mais en aucune façon cela a supposé une fracture sociale.

En Catalogne aujourd'hui, la majorité des personnes ont des identités plurielles -se mêlent des sentiments nationaux de la Catalogne, de l'Espagne et d'une centaine au moins d'autres pays du monde-

mais il y a un degré élevé de consensus sur le fait que nous vivons en Catalogne.

La tragédie des Balkans fut le résultat d'une mosaïque complexe d'identités nationales, confrontées les unes aux autres à cause de politiciens sans scrupules.

Un conflit armé ici est plus qu'improbable. Pour qu'il soit complètement impossible, il faut arrêter de faire place aux politiciens sans scrupules et ouvrir un dialogue sur la manière de répondre aux demandes démocratiques de la population de la Catalogne

9 « Nous avons besoin de moins de frontières, pas de frontières en plus »

La lutte catalane en réalité a plus à voir avec l'élimination des frontières que le contraire. En revanche, la brutale répression de l'état contre le mouvement souverainiste a pour objectif de maintenir les frontières espagnoles actuelles, avec la Catalogne en leur sein.

L'internationalisme a toujours été fort en Catalogne, au moins depuis l'essor du syndicalisme il y a plus d'un siècle. Après les manifestations de Seattle, au début des années 2000, la Catalogne fut un référent du mouvement pour la justice globale, mal nommé « antimondialisation ». En 2003, la Catalogne fut le siège d'un des grands mouvements contre la guerre illégale en Irak, à l'instigation du gouvernement de José María Aznar entre autres.

Aujourd'hui, le désir de rompre avec l'État espagnol porté, entre autres choses, par la tentative d'ouvrir les frontières aux réfugiés que le gouvernement espagnol s'est refusé à accueillir, en ne respectant ainsi ni le droit international, ni un minimum d'humanité ni même ses propres engagements.

Ce sont les défenseurs du statu quo qui promeuvent les frontières entre les personnes. Et ils le font en utilisant des arguments hypocrites. Il semble que la seule frontière qui les dérange est celle d'une future république catalane ; il ne leur vient même pas à l'esprit de retirer les barbelés des frontières actuelles de l'État espagnol, encore moins d'éliminer tout bonnement ces frontières.

10 « Tout est question d'argent : les Catalans sont plus riches que le reste de l'Espagne »

L'économie catalane est forte mais la Catalogne n'est pas la communauté autonome la plus riche de l'État. En termes de PIB par habitant, la Catalogne dépasse la moyenne de l'état de 19%. C'est la quatrième dans la liste des communautés, juste après la Navarre et avant l'Aragon. La première dans la liste, avec presque 37% de plus que la moyenne, est la communauté de Madrid.

Ceci étant dit, que ce soit en Catalogne ou à Madrid, les chiffres globaux cachent toujours plus qu'ils n'expliquent. Selon l'Enquête sur les Conditions de vie de 2016, le risque de pauvreté en Catalogne était de 13,2% (à Madrid, de 18,2%) et 32,3% des foyers ont rencontré des difficultés voire beaucoup de difficultés pour arriver à la fin du mois (à Madrid, 29,7%).

11 « La Catalogne ne veut pas être solidaire avec les communautés moins développées économiquement »

Certains secteurs du mouvement souverainiste catalan se concentrent sur les questions fiscales et se plaignent que « nous payons trop à Madrid ». Mais la critique s'adresse au gouvernement espagnol et non (à part une toute petite portion de droite, en rien représentative) aux gens d'Andalousie ou d'Estrémadure. Dans ces communautés autonomes, le PIB par habitant représente la moitié de celui de Madrid. Cette inégalité n'a pas beaucoup changé ces 20 dernières années. Il est évident que le gouvernement espagnol ne destine pas les impôts de solidarité à améliorer la situation économique des autres autonomies.

De fait, les secteurs qui empêchent les mesures qui apporteraient une amélioration en Andalousie et en Estrémadure -la réforme agraire, le développement économique, la justice sociale, ...- sont les mêmes qui refusent le droit à décider en Catalogne. Et les forces qui veulent un changement réel dans le Sud - comme le Syndicat andalou des Travailleurs - sont également solidaires avec les droits démocratiques en Catalogne.

12 « Pourquoi vouloir l'indépendance ? Cela n'a pas grand sens dans un monde globalisé »

Avec toutes leurs limitations, les états nationaux gardent toujours une certaine capacité d'influence. Il est évident que les ennemis de l'indépendance se refusent à perdre une partie de l'État espagnol et encore moins à accepter sa liquidation. Pourquoi en est-il ainsi si vraiment les états sont vidés de toute substance ?

Malgré les compétences dévolues aux communautés autonomes, il y a encore beaucoup de choses qui sont contrôlées depuis Madrid. Aussi étendue que soit la globalisation, c'est le gouvernement central qui décide où investir en infrastructures et dans beaucoup d'autres choses. Et il le fait à partir d'une vision centraliste, non en fonction des besoins des gens dans les différents territoires. Le cas de Murcie est un exemple clair : ses habitants ont organisé des manifestations quotidiennes pendant plus de six mois afin d'exiger que la nouvelle ligne de train à grande vitesse soit souterraine, comme dans beaucoup d'autres villes, au lieu de couper la ville en deux.

Le droit à décider inclut les décisions sur notre propre vie économique et également sociale.

En tout état de cause, tout le monde est libre de théoriser sur les états-nation et la globalisation mais la décision sur l'indépendance de la Catalogne correspond aux gens qui y vivent, pas à quelques théoriciens.

13 « La lutte pour l'indépendance accroît le fascisme »

Cet argument est faux et dangereux. Le fascisme et l'autoritarisme se développent dans toute l'Europe et dans le monde, avec une forte présence institutionnelle et électorale dans de nombreux pays. Il est évident que cela est dû à divers facteurs qui n'ont rien à voir avec l'indépendance catalane.

Toutefois, les groupes fascistes se sentent enhardis par l'anticatalanisme encouragé par le gouvernement central et la droite institutionnelle. La cause n'est pas la lutte pour le droit à décider mais la longue campagne concertée de dénigrement de la société catalane (voir plus haut « les Catalans sont riches et non solidaires »). Le gouvernement

utilise les demandes de la Catalogne comme un rideau de fumée pour dissimuler les coupures sociales, sa mauvaise gestion et la corruption généralisée.

Grâce à cette propagande, les mesures répressives de l'État contre le droit à décider ne font pas l'objet de vagues de protestation dans le reste de l'État. L'impunité des actions policières du 20 septembre et, surtout, du 1er octobre ont donné confiance à l'extrême droite espagnoliste. Et l'impunité avec laquelle les autorités ont accueilli les premières agressions extrémistes a agi comme un feu vert pour l'augmentation de la violence.

Il faudra une lutte forte et unitaire pour arrêter le fascisme, et cette lutte devra être un trait d'union entre les secteurs indépendantistes convaincus et la grande majorité démocratique parmi les unionistes ou constitutionnalistes. Ce sont précisément les manipulations fomentées par la droite contre le mouvement souverainiste -et contre les mouvements sociaux et politiques- qui donnent des ailes au fascisme.

14 « Les prisonniers politiques sont des criminels »

Jordi Cuixart et Jordi Sánchez, en prison depuis le 16 octobre 2017, ainsi que le reste des prisonniers.e.s, n'ont été condamnés pour aucun crime. Ils sont accusés de « délits » inexistantes et/ou clairement politiques.

Ils sont accusés de sédition, que l'Académie Espagnole de la Langue (RAE) définit comme « Soulèvement collectif et violent contre l'autorité, l'ordre public ou la discipline militaire, sans atteindre la gravité de la rébellion ». Aucun des prisonniers n'a exercé ni proposé la violence.

Les 9 prisonniers (à ce jour) le sont pour leurs idées et actes politiques, pour aucun crime ni rien qui ne soit légitime et démocratique. Si le PP et les tribunaux disent que ce qu'ils ont fait est illégal, cela en dit plus sur leurs lois et leur manque de respect pour la démocratie que de celui de ces prisonniers.

La réalité est que ces gouvernements autoritaires et leurs systèmes judiciaires peu indépendants ne reconnaissent jamais qu'il y a des prisonniers politiques. Ils disent toujours que ce sont de simples criminels.

Lluís Companys, Président de la Catalogne pendant la guerre civile, fut accusé sous les « lois » du régime en vigueur en 1940 et jugé par un simulacre de

tribunal, incluant même un avocat défenseur, pour une série de « délits » qui incluraient sans problème la « sédition » dont on accuse les prisonniers politiques actuels. Aucun démocrate ne peut nier que son jugement et son exécution -assassinat, en réalité- avaient un caractère politique.

La dictature introduisit le « Décret-Loi du 18 avril 1974 sur la répression des délits de banditisme et terrorisme » ; de nouveau, on poursuivait des actions et opinions politiques comme étant des crimes.

Nelson Mandela fut jugé pour des actes politiques (qui incluaient, à la différence des prisonniers actuels, des actes violents). Mais il fut condamné comme un criminel et passa 27 ans dans les geôles de l'apartheid en Afrique du Sud. A cette époque, Margaret Thatcher, alors premier ministre britannique, taxa Mandela de « terroriste », mais aucun démocrate ne niait qu'il fût un prisonnier politique.

Tout cela -excepté les nombreuses différences- s'applique aux prisonniers politiques actuels.

15 « Si vous êtes indépendants vous sortirez de l'Union européenne »

La Catalogne a des relations extérieures fortes, aussi bien avec l'Europe qu'avec l'ensemble de la région méditerranéenne. Cela ne changera pas, quelle que soit la situation institutionnelle du pays. Les gens de l'extérieur qui veulent des choses de la Catalogne - que ce soient des produits industriels, boissons et nourriture, culture, ...- continueront de les vouloir et vice versa.

Pour ce qui est de L'Union européenne (UE), reste à voir ce qui se passera. Certains voudront qu'une Catalogne indépendante en fasse partie. D'autres gens ont toujours été beaucoup plus critiques à l'égard de l'UE (rappelons que le 16 mars 2002 eut lieu à Barcelone une manifestation d'un demi-million de personnes contre « l'Europe du capital et de la guerre »).

L'imposition antidémocratique de la part de l'UE de l'austérité en Grèce et dans d'autres pays, et le fait que l'UE ait soutenu le gouvernement espagnol dans sa répression et attaques contre les droits démocratiques de la Catalogne, renforcent cette vision critique. Les gens sont conscients que l'Islande, la Norvège et la Suisse ne font pas non

plus partie de l'UE et que ce n'est pas la fin du monde.

En tous cas, il faudra voir ce que voudra le peuple de la Catalogne et que voudront les états européens - non seulement l'État espagnol- lorsque nous passerons des hypothèses actuelles à la réalité de 7,5 millions de personnes en Europe qui voudront maintenir des relations économiques et sociales solides mais respectueuses avec le reste du continent.

16 « La Catalogne est déjà une région autonome, n'est-ce pas suffisant ? »

Le système actuel d'autonomies fut créé à l'ombre du franquisme, lorsque les militaires menaçaient de revenir à la dictature. La structure existante fut conçue pour limiter la capacité d'autogouvernement de la Catalogne et des autres nations sans état.

Ce qui s'est passé depuis lors n'a fait que confirmer ces limitations, avec l'application de l'article 155 de la Constitution espagnole comme la cerise sur le gâteau. On ne peut plus nier aujourd'hui que le système actuel limite la capacité du peuple catalan à vivre comme il l'entend, tant sur l'aspect national que sur le plan des droits sociaux. C'est pour cela qu'a grandi le soutien à l'indépendance.

De plus, comme cela a souvent été dit, on peut émettre des commentaires sur toutes ces questions mais en dernière instance chaque nation doit pouvoir décider de son futur. Si la majorité de la population de la Catalogne veut l'indépendance, on ne peut pas insister sur son maintien au sein de la structure autonome, une structure, en tous cas, que la droite espagnole veut changer pour en limiter davantage encore les pouvoirs des différents peuples.